

**Commission** : CSH – Conseil de sécurité historique

**Question** : En connaissant le futur (2030), quels sont les choix qu'on aurait dû faire pour éviter cet avenir catastrophique ?

**Auteur** : Russie

La question du futur est au cœur de la politique Russe. En octobre 2020, Vladimir Poutine dévoile au monde son plan "Arctic 2035" qui vise à apporter 110 milliards de roubles (1,22 milliard d'euros en 2020, 1,04 milliards aujourd'hui) à l'investissement Russe pour les infrastructures militaires et civiles en arctique sur les prochains 15 ans. Au cours de cette décennie, plusieurs décisions prises ou négligées au sujet de la préservation de la paix mondiale, la gestion des conflits actuels et futurs et sur la sécurité globale influenceront l'équilibre fragile de ce monde. La Russie reconnaît la nécessité d'un équilibre stable au sein de notre monde mais cet équilibre n'est que possible si tout pays membres de l'ONU respecte les accords mis en place.

La fédération Russe considère que le droit de veto dont elle dispose est un outil de multilatéralisme. Sans ce droit de veto, tout pays aurait le même pouvoir ce qui augmente le risque de résolutions précipitées dans le contexte d'une crise. La suppression de ce droit de veto accroîtrait le risque de décisions unilatérales adoptées sans le soutien des membres permanents du Conseil de Sécurité. La Russie souligne que le droit de veto est un outil indispensable dans la protection des intérêts nationaux ce qui est crucial pour la Russie qui tire 95,7% de sa richesse nationale des ressources naturelles et dans la protection des intérêts nationaux de ses alliés. La fédération Russe rappelle que le droit de veto lui a été accordé par l'ONU en guise de récompense pour ses efforts qui ont permis aux forces alliées de remporter la seconde guerre mondiale. La suppression du droit de veto serait perçue comme une remise en question de cet héritage historique fièrement porté par les pays détenteur du droit de veto et comme une tentative de réécrire les bases de l'ordre mondial établi après la guerre.

La Russie soutient l'intervention des casques bleus de l'ONU à la condition de respecter la souveraineté nationale. Pour remédier au problème du respect de la souveraineté nationale la Russie recommande la diplomatie en encourageant les négociations entre pays engagés dans le conflit, une approche impartiale des casques bleus afin de ne pas aggraver la situation, une limitation des interventions aux cas extrêmes (génocide, crime contre l'humanité) avec des critères clairs pour l'intervention qui respectent les principes de la Charte des Nations Unies et la mise en place de sanctions ciblées sur les acteurs des conflits plutôt que économique pour préserver les populations civiles. La fédération de Russie insiste que l'utilité des casques bleus est de soutenir les populations locales en soutenant les pays en transition de paix et non d'intervenir dans les conflits ouverts si ce n'est pour l'exécution d'accords de paix sur des territoires encore en conflit. La Russie reconnaît l'utilité des casques bleus ou d'autres forces de l'ONU à l'utilité similaire. Sur les 20 000 casques bleus de la force de stabilisation en Bosnie-Herzégovine (SFOR) 1 200 étaient Russes et 3 150 des 40 000 du contingent de la force pour le Kosovo (KFOR).

L'Etat Russe croit sincèrement que son arme nucléaire lui sert de dissuasif avant tout. Le monde dans lequel nous vivons n'est plus le monde bipolaire centré sur l'agressivité et la provocation où seulement deux pays possédaient l'arme atomique. Aujourd'hui notre monde multipolaire contient 8 pays ayant l'arme nucléaire et un besoin crucial de se défendre face aux menaces constantes. Le rapprochement de l'OTAN des frontières Russes et la possibilité des agissements "antirusses" des Occidentaux, notamment comme l'installation possible de missiles nucléaires en Europe pousse la Russie à percevoir son arsenal nucléaire comme une mesure de sécurité. La Russie souligne que tout pays ne possédant pas d'arme atomique mais alliée ou soutenue par un pays qui la possède, détient en réalité la possibilité d'utilisation de l'arme nucléaire qui la rend capable de rivaliser des pays plus puissants qui disposent de l'arme atomique.

La Russie est persuadée que notre société a un avenir radieux, mais insiste sur le fait que tous les pays membres de l'ONU doivent respecter les accords mis en place. Il est nécessaire de garder le droit de veto pour les membres permanents, il est aussi nécessaire de soutenir l'organisation des casques bleus ainsi que de garder une vision dissuasive de l'arme nucléaire dans le monde dans lequel tous les pays cohabitent.